

Jamouille, P. (2024) . Résister à l’emprise des trafics sur les quartiers populaires. L’exemple d’un collectif d’habitant·e·s. Les Politiques Sociales, N°1(1), 10-20.
<https://doi.org/10.3917/lps.241.0010>.

Pascale Jamouille

Anthropologue, professeure, Université catholique de Louvain – Université de Mons

Résumé

Dans les quartiers qui concentrent les populations les plus discriminées, des communautés d’habitant·e·s vivent sous l’emprise des réseaux des trafics de drogues. Une enquête par immersion dans un collectif citoyen d’une cité du nord de Marseille éclaire les nœuds de l’emprise du trafic et des dénouements de la déprise. La « méthode quartier », qui collectivise et mobilise l’énergie rebelle, les savoirs d’usage et les capacités d’action d’une communauté de vie, est une forme de résistance efficace pour desserrer le filet de l’emprise et restaurer la dignité des familles éprouvées.

Depuis une vingtaine d’années, j’ethnographie l’emprise de l’économie informelle sur les quartiers populaires. Ma dernière enquête de terrain dans un quartier populaire du nord de Marseille, que j’appellerai la *cité du Miroir*, m’a beaucoup appris sur les modes de résistance des familles éprouvées par les microtrafics de drogues (1).

La cité du Miroir est un grand ensemble noyauté par différents réseaux (activités liées aux drogues, circulation d’armes, mafias de marchands de sommeil, etc.) et par la violence des rixes intercités. Un groupe d’habitants et de professionnels, le « Collectif d’habitants à l’épreuve des réseaux du trafic », y est très actif. À la manœuvre, des mères personnellement touchées : elles ont un fils, un frère, un neveu... engagés dans le trafic, et qu’elles ont parfois réussi à sortir de là. Pour prévenir ou réduire les risques de l’engagement des jeunes dans les réseaux, ce collectif utilise la « méthode quartier », que nous décrivons pas à pas.

1. Une cité sous l’emprise des réseaux du microtrafic

Le Collectif m’invite régulièrement, j’y suis très attachée. Depuis dix ans, à force de croiser les entretiens informels, l’immersion et les observations participantes dans les familles concernées, la confiance s’est tissée. Le Collectif envisage les trafics comme des systèmes d’emprise potentiels, « des sacs de nœuds », des filets qui peuvent se resserrer sur les personnes et leurs lieux de vie. Ces nœuds se nouent et se resserrent mutuellement dans l’espace social de la cité et les parcours de vie de ses habitant·e·s :

- le premier nœud de l’emprise relève du sentiment de vide et de perte de sens dans cette cité « cul-de-sac », disqualifiée et abandonnée par les pouvoirs publics. Mais il ne suffit pas pour créer une situation d’emprise ;
- le deuxième nœud est lié à la rencontre des réseaux du trafic, à leurs modes de recrutement ;
- le troisième nœud, qui resserre le filet, tient de la dépendance, de l’accrochage aux réseaux de jeunes qui se font piéger ;
- le quatrième nœud de l’emprise est lié à l’environnement social quand il ne porte pas secours aux jeunes et aux familles ;

- enfin, le cinquième nœud est lié à l’histoire des familles, à l’affaiblissement des protections des personnes et à la compulsion de répétition.

L’ensemble forme donc un système nodal, et à chacun de ces nœuds existent des possibilités de prévention et de bifurcations. Dans la vie de la cité, la résilience est la règle et la destruction l’exception. Rien n’est déterminé à l’avance, des jeunes adhèrent aux réseaux, d’autres pas ; des familles sont brisées par le trafic, d’autres en ressortent plus fortes.

À Marseille, pour parler des situations et des modes opératoires de l’emprise, on utilise le vocabulaire de *l’emboucanement* : il y a ceux qui *emboucanent* (enfument, manipulent) ; ceux qui *se font emboucaner* (ils sont mis sous pression, embobinés, ils se font « grignoter le cerveau ») ; et ceux qui sont *emboucanés jusqu’à l’os* (ils sont devenus dépendants du système qui les utilise et les détruit). Aux gradients extrêmes, les personnes « *emboucanées jusqu’à l’os* » disparaissent, anéanties, instrumentalisées et surexploitées sous l’emprise des trafics. Dans le Collectif des habitants à l’épreuve des réseaux du trafic, familles et professionnels mutualisent leurs ressources et déploient des modes de résistance concertés pour ne plus « *se faire emboucaner* ».

1.1. Le premier nœud. Un sentiment de vide, dans un espace dévasté

Marseille est une ville hybride, contrastée, polarisée. Dans les quartiers sud, de somptueuses villas surplombent la corniche et le bord de mer, tandis que sur les collines on aperçoit les tours des grands-ensembles des quartiers nord, comme autant de briseuses de rêves. La cité du Miroir est particulièrement enclavée et excentrée. Ses longues barres et ses hautes tours monochromes ont été bâties dans les années 1960 sur un des plus anciens bidonvilles de Marseille, sans aucun souci de durabilité, d’esthétique, d’urbanisme, et de reliance avec les autres quartiers, avec les fonctionnalités du centre-ville ou la nature environnante.

Au Miroir, trois bailleurs sociaux hébergent environ 4 000 Marseillais-e-s de toutes origines. La plupart descendent de toutes les immigrations ouvrières – européennes, coloniales et postcoloniales, issues des Dom Tom, etc. – auxquelles se sont ajoutés les rapatriés d’Algérie, puis les nouveaux migrants fuyant la misère et la guerre. Les vies privées des familles du Miroir sont intimement reliées à la Grande Histoire, à l’exploitation des couches successives d’immigration, ainsi qu’aux souffrances liées à la désindustrialisation et au chômage de longue durée. Les habitants du Miroir vivent une double peine :

- un processus historique de ségrégation/disqualification sociospatiale ;
- des rapports de force avec les trois bailleurs sociaux qui se partagent le parc d’habitations, ainsi qu’avec les autres acteurs des plans de rénovation successifs (architectes, maîtres d’ouvrage...), qui semblent ne jamais aboutir, laissant le quartier dévasté.

Dans ce contexte, les réseaux souterrains se présentent comme une alternative fière (Bourgeois, 2001). Ils s’implantent au cœur du vide subjectif, social et politique quand le maillage intégrateur (familles, associations, services publics, militantisme...) se défait, et quand des populations vivent un sentiment de discrimination et d’enfermement dans un espace perçu comme « cul-de-sac », sans issue (Roche, 2005).

1.2. Deuxième nœud : la proximité avec les réseaux et leurs modes opératoires

À la cité du Miroir, les familles sont éprouvées par le trafic, elles en subissent les violences quotidiennes (intimidations, fusillades, contrôles...). De nombreux jeunes font des apprentissages « à l’école de la rue » (Jamouille, 2005), depuis « la cannette et le sandwich » que l’enfant apporte au

gnetteur en poste (Ben Lakhdar, 2011) jusqu'à son insertion potentielle comme petite main d'un réseau de revente. Ils constituent une réserve de recrutement de proximité pour les réseaux. Ils ne se font pas d'illusions sur l'argent « facile », ils savent que le travail est dur et dangereux – ainsi, les guetteurs « tiennent les postes » jusqu'à douze heures d'affilée. L'argent facile n'existe pas (Williams, 1990), mais les réseaux offrent un espoir de bénéfices, une position et un prestige plausible, des activités et un cercle protecteur ; ils promettent un accès à des biens de consommation, de la mobilité et des possibilités de promotion. L'économie illégale leur paraît souvent être la seule économie réelle, du moins la seule à laquelle ils ont accès (2). Finalement, le trafic fait très rarement office de *success story* entrepreneuriale. Il « piège » de nombreux jeunes, qui se mettent à surconsommer les produits qu'ils vendent, s'endettent, en passent par la violence, se font incarcérer... (Ben Lakhdar, 2011 ; Sauvadet, 2006).

Comme d'autres systèmes d'emprise, les réseaux du trafic ont aussi des modes opératoires violents : l'infériorisation/soumission à une hiérarchie verticale rigide, l'intimidation, la menace. À cela se conjugue un « lavage de cerveau » si progressif que les sujets n'en ont pas toujours conscience : l'endoctrinement sur l'honneur du quartier et du réseau, la coupure avec la famille et les autres groupes d'appartenance, l'endurcissement, la normalisation de la violence et du sacrifice de sa propre vie dans les rixes de réseau, etc.

1.3. Troisième nœud : l'accrochage de jeunes aux réseaux

Les trafics éprouvent les familles d'origine ; les réseaux se présentent en effet comme des familles de substitution prêtes à les démettre. Cependant, tous les flirts avec les réseaux, toutes les relations de pouvoir qui s'instaurent sur un espace même très fermé ne débouchent pas sur des relations d'emprise : des jeunes se feront « piéger » et d'autres pas. Dans l'espace social de la cité, les histoires sont différentes. Chacun dispose de ses ressources protectrices (subjectives, familiales ou sociales) qui permettront ou non de « se retirer » à temps.

Dans leur cohabitation quotidienne avec le trafic, les jeunes du Miroir connaissent des moments de vulnérabilité (deuil, décrochage scolaire, dette à rembourser, etc.). Les réseaux peuvent alors constituer un temps de refuge, un lieu d'émancipation et un tremplin social. Les jeunes y font des apprentissages puis « se retirent » quand ça devient « trop chaud » : soit ils arrivent à saturation de ce que les systèmes de vie liés aux drogues (Bouhnik, 2007) peuvent leur apporter, soit ils prennent peur suite à une admonestation du juge de la jeunesse, soit ils subissent des sanctions physiques et morales humiliantes venant des « têtes de réseau ». Mais le plus souvent, ils décrochent des réseaux parce qu'ils grandissent et qu'un jeu d'affects et de contre-affects les en éloigne progressivement : leur loyauté au réseau perd de sa force face aux sentiments qu'ils éprouvent envers leur copine, leur fratrie, leurs parents, les professionnels avec qui ils créent des liens (Jamouille & Roche, 2012).

Pour d'autres jeunes, les réseaux sont des pièges. Ils y sont traités comme des objets, de « petits pions » des avant-postes, surexposés aux arrestations et à la violence des rixes. Pour eux, le trafic devient un système d'emprise qui les dépersonnalise et se sert d'eux. Ils s'exposent ainsi à perdre leur liberté, leurs valeurs et leur vie. Si l'espace public de leur quartier est leur seul lieu de sociabilité, ils risquent de se suraffilier au réseau (Monod & Kokoreff, 2008), celui-ci devenant alors constitutif de leur être au monde et de leur statut social.

1.4. Quatrième nœud : l'absence de recours et de protections

Le filet se resserre quand l'entourage ne porte pas secours au jeune qui s'enferme, quand ce dernier rencontre le mutisme, l'aveuglement ou le rejet de ses proches. Les chancres urbanistiques, la destruction du cadre de vie, l'abandon ressenti par les familles du Miroir, l'indifférence et le mépris scolaire vont alors resserrer l'emprise du trafic, tandis que les familles feront face à la banalité du mal (Harendt, 2002) (3), à l'inaction de la puissance publique, aux institutions non protectrices qui abandonnent le terrain aux réseaux. Le quartier du Miroir reste ouvert, le trafic n'y organise pas de *check-points* (contrôles à l'entrée) comme dans d'autres cités marseillaises, mais l'État n'y assure pas pour autant la sécurité. Ainsi, depuis plusieurs mois, une guerre de réseaux du trafic entre le Miroir et la cité voisine, le Trab, enferme les familles dans leurs appartements. Fusillades d'intimidation, meurtres de guetteurs, hommes cagoulés qui occupent le territoire des associations : la tension monte. La cohabitation pacifique des habitants et du trafic n'est plus possible : des parents ont peur d'envoyer leurs enfants à l'école, des habitants mettent des meubles devant leurs fenêtres, des familles évitent de sortir dans la rue. L'absence de réaction des forces de l'ordre, l'indifférence de la mairie de Marseille et celle de la mairie de secteur mettent à mal la confiance dans les institutions.

Face aux violences quotidiennes, des mères du Miroir caressent un rêve : partir, quitter la cité. Mais l'octroi d'un nouveau logement public est très hypothétique, la crise du logement touchant en effet tout Marseille. Alors, ces mères ont organisé la résistance : dans le Collectif d'habitants à l'épreuve des réseaux du trafic, les mères louves, dont les réseaux du trafic dévorent les petits, sont à la manœuvre. Les pères semblent davantage réduits à l'impuissance, submergés par des sentiments d'humiliation, de colère et de peur pour leurs enfants. Ils doivent sauvegarder l'intérêt de la famille, quitte à bannir le fils qu'ils aiment mais qui s'est fait piéger. Ils essaient toutes les solutions possibles : certains enferment le jeune, d'autres ont des stratégies d'exil et l'obligent à retourner au bled. Quand ils ont tout tenté, sans succès, la douleur peut les murer dans le silence et l'évitement de toute relation avec l'entourage.

1.5. Cinquième nœud : les risques de répétition dans les sagas familiales

Si la ségrégation et l'enfermement dans la cité donnent prise aux réseaux, la fragilisation des facultés de protection des personnes s'inscrit aussi dans leurs parcours familiaux et sociaux particuliers. Voici l'histoire d'Aline.

Aline, l'une des leaders du Collectif, décrit bien comment les processus d'emprise et de dépersonnalisation se sont répétés dans son parcours et celui de ses enfants. De ses parents, elle ne parle pas, elle dit seulement que son père était « dur », « fermé », que « la violence était là ». À l'adolescence, ce dernier lui avait révélé que son propre père (le grand-père d'Aline), « un pied noir », avait été tortionnaire pendant la guerre d'Algérie. Elle s'était alors sentie coupable, souillée dans sa généalogie, cette culpabilité entrant en résonance avec la violence intrafamiliale qu'elle vivait et son placement consécutif chez ses grands-parents maternels. Militants communistes engagés, ceux-ci ont élevé leur petite-fille dans le giron et les idéaux universalistes du Parti. Pourtant, à l'adolescence, Aline « s'enrôle », à leur grand dam, chez les témoins de Jéhovah. À l'âge de 18 ans elle tombe amoureuse d'Abdelkader, un migrant algérien, se convertit à l'islam et part vivre avec lui en Algérie dans une belle-famille rigoriste où, enfermée et battue, elle vivra une seconde scène d'emprise. Endoctrinée, dépersonnalisée, Aline ne sait alors plus qui elle est – « comme femme battue, tu perds ton identité », dit-elle aujourd'hui.

Cependant, six ans après sa rencontre avec Abdelkader, Aline reconstitue suffisamment de vitalité pour fuir avec ses enfants, rentrer à Marseille et obtenir un logement social au Miroir, dans sa cité

d'enfance. Sa foi évoluera alors vers une forme d'islam plus égalitaire, généreux et aimant. Elle a eu ensuite deux autres maris, avec qui elle a vécu de nouvelles violences conjugales.

Aujourd'hui, sa vie de femme seule avec des enfants en bas âge est éprouvante, d'autant que ses facultés de protection subjectives ont été affaiblies. Elle a eu deux autres maris avec lesquels elle a connu de nouvelles violences conjugales. Les humiliations et assujettissements successifs subis par la mère marquent les enfants (Deroff & Potin, 2013), et se conjuguent à l'effet de lieu (Bourdieu, 1993), à la vie au Miroir et à leurs trajectoires scolaires. Ainsi Malik, son fils aîné, décroche tôt de l'école, et à l'adolescence il est recruté par les réseaux du trafic. Aline établit des liens entre l'emprise de l'islam radical que son premier mari lui a imposé, l'emprise conjugale qu'elle a vécue avec ses trois maris, la terreur dans laquelle ses enfants ont grandi et l'emprise du trafic sur Malik.

Aline : « Tout ça, c'est des problèmes d'enfermement et d'identité, de perte d'identité. »

C'est avec Mounia, une éducatrice à la retraite, qu'elle a fondé le Collectif d'habitants à l'épreuve des réseaux du trafic. Progressivement, grâce au soutien des autres membres de ce groupe, Aline parvient alors à décrypter les situations d'emprise qu'elle et ses enfants ont vécues, et à faire de son expérience un savoir et un support de mobilisation.

2. Défaire les nœuds du trafic. La « méthode quartier »

À chacun des nœuds du filet de l'emprise, de la prévention et des bifurcations sont possibles ; dans un système nodal, si l'un des nœuds se desserre, les autres peuvent suivre.

L'emprise a besoin du silence pour se perpétuer. Or, le Collectif a commencé par parler ouvertement des trafics, il a invité des expert·e·s et mutualisé les savoirs d'expérience des habitants et des professionnels. Ensemble, ils ont utilisé la « méthode quartier » : se déculpabiliser et s'entraider, sortir du mutisme, discuter avec les jeunes, activer des relations interpersonnelles, se mobiliser collectivement contre l'indifférence des pouvoirs publics, harceler les bailleurs et les autorités déficients...

Face aux risques post-traumatiques et aux effets de répétition de la violence, le Collectif accompagne la symbolisation des vécus, la déculpabilisation, la resubjectivation des personnes, ce qui renforce les facultés de protection de celles-ci. Ainsi, soutenue par les autres parents, Aline consulte un psychologue au centre social, « pour me déculpabiliser » :

Aline : « Le temps que ça met, pour sortir du mutisme. Une fois que c'est fait, c'est le début du mieux. Mais on le paie cher le silence, on prend des anxiolytiques, on a toutes sortes de maladies... »

Le trafic enferme. Tous les liens sociaux, toutes les activités et affiliations « hors réseaux » des jeunes sont des supports d'émancipation sur lesquels ils peuvent progressivement s'appuyer. Implanté depuis plusieurs décennies au cœur de la cité, le centre social soutient la réussite scolaire et sociale des enfants ; il mène un travail multiforme d'éducation populaire et de participation des habitants, éminemment préventif. Face à l'accrochage des jeunes aux réseaux, le travail concerté des collectifs, associations et services publics de proximité permet de garder le contact et d'ouvrir les possibles quand guetteurs et petits revendeurs veulent « se retirer ».

Le Collectif des habitants à l'épreuve des réseaux du trafic se réunit tous les mois, au centre social ou chez l'un de ses membres. Il est fluide, mouvant, avec un noyau stable de personnalités solides et charismatiques. Ce groupe devient un cercle d'appartenance et de protection où se tissent des liens

fiables entre les habitants. Il permet à ceux qui sont « touchés » de prendre appui les uns sur les autres, de sortir du silence et de la honte.

Aline : « La première année, dans le groupe, ça a été de parler, de comprendre, de se déculpabiliser ensemble d'avoir un enfant dans le trafic. Le temps qu'on met pour sortir de nouveau de chez soi ! Pour le dire ! »

Les membres du groupe ont développé des savoir-faire. Ils vont quotidiennement discuter avec les jeunes « sur les postes ». Les « tatas » (nom générique que les jeunes donnent aux femmes de la classe d'âge de la sœur de leur mère) cherchent à déloger les guetteurs à l'entrée de leur immeuble et les vendeurs qui encombrant la cage d'escalier.

Le Collectif réalise également un travail sociopolitique offensif pour faire pression sur les pouvoirs publics, afin qu'ils remplissent davantage leurs missions de sécurisation. Il participe activement à un Comité de Veille sanitaire et sociale. Constitué de professionnels et d'habitants, ce comité exerce une veille partagée sur le territoire, repérant les problèmes et les tensions. Il a ainsi organisé des réponses quand les réseaux ont commencé à vendre massivement de la cocaïne. Les seringues traînaient et des « minots » observaient depuis la cour de l'école des consommateurs en action. Ce Comité a interpellé un « Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues » (CAARUD). Il a proposé aux enseignants une formation à la réduction des risques, et a organisé un ramassage régulier des seringues usagées.

Quand une rixe intercités particulièrement violente s'est appropriée pendant tout un été l'espace public de la cité (avec fusillade, meurtres...), le Comité de Veille sanitaire et sociale se réunissait régulièrement, bravant les hommes cagoulés en stationnement au bas des immeubles. Les habitants et le maillage associatif se sont organisés pour être présents tous les jours sur l'espace public, afin de montrer qu'ils ne lâchaient pas le terrain.

Aline : « Éradiquer le trafic, plus personne n'y croit, mais il faut éviter que les réseaux soient les seuls à occuper l'espace, il faut être réactif, qu'il y ait le moins de vide possible. Quand les activités citoyennes s'arrêtent, quand les espaces sont abandonnés, il y a du vide, les trafics prennent possession du territoire. »

Suite aux fusillades, le centre social a organisé des permanences pour prévenir les stress post-traumatiques, en recevant les parents et les enfants. Il a mobilisé deux psychologues qui se sont également rendues à domicile chez des habitants qui n'osaient pas ou ne pouvaient pas se déplacer.

Mais pour sécuriser l'espace public, l'implication quotidienne de la ville et de l'État sont indispensables.

Aline : « Il faut harceler la presse, harceler la préfecture, jusqu'à ce que ça bouge, jusqu'à ce qu'ils l'assurent, la sécurité ! La méthode quartier, ça a fait de nous des combattantes ! »

Par ailleurs, le Collectif des habitants à l'épreuve des réseaux du trafic se veut réactif. Ainsi, après une fusillade mémorable et pour réagir à certains propos tenus par les médias, il a produit un communiqué de presse : « Non, nous ne sommes pas complices. Non, le réseau et le trafic ne nous font pas vivre. Non, cette situation n'est pas la contrepartie d'un choix qu'auraient fait les habitants du quartier de laisser proliférer les trafics pour en profiter. » Dans la foulée, le Comité de Veille sanitaire et sociale a organisé une conférence de presse au centre social pour rompre le silence et l'indifférence des autorités. Il a accordé des interviews à des journalistes progressistes pour sensibiliser

l'opinion, puis il a interpellé la préfète et est allé la rencontrer, exigeant des garanties de sécurisation du territoire.

Ce comité a également été convoqué d'urgence suite au meurtre d'un jeune guetteur – le quartier ne compte en effet plus ses jeunes tués ou estropiés suite à l'utilisation d'armes blanches et d'armes à feu. En réaction à cela, le Collectif et le Comité ont ensemble mis sur pied un programme d'actions pour prévenir la banalisation des rapports de force violents, en lien avec les questions de violences institutionnelles : rédaction d'une lettre ouverte aux habitants, organisation d'une « marche blanche » au nom de tous les jeunes du quartier tués depuis deux ans, proposition de moments de discussion à l'école, au collège et au centre social. En collaboration avec des influenceurs, une bache a été tendue en guise d'espace pictural dédié à la prévention de la violence.

Ces actions de résistance citoyenne reposent sur trois impératifs. Le premier procède du « soulèvement de la conscience individuelle » des habitant·e·s ; le deuxième, de leur mobilisation collective (face à l'emprise des réseaux, les familles ne peuvent agir, donc exister, qu'en s'affiliant à des collectifs, en s'insérant dans une communauté de résistant·e·s) ; le troisième impératif consiste en la mise en place d'un mode d'organisation de la résistance ancré dans une communauté de pensées et d'actions (Poloni, 1998). La « méthode quartier » et ses différents modes opératoires – la mobilisation en collectif, les guérillas citoyennes pour que les autorités remplissent davantage leurs missions, les réponses concertées aux tensions et aux crises, l'occupation de l'espace, le maintien du contact et des discussions avec les jeunes « sur les réseaux » – constituent autant de modes de résistance qui mobilisent les communautés de vie, desserrent l'emprise des trafics et restaurent la dignité des familles éprouvées.

Notes

(1) Cette enquête est intégrée dans mon dernier ouvrage, *Je n'existais plus. Les mondes de l'emprise et de la déprise* (La Découverte, 2021). Cette monographie décrypte les traits structuraux des systèmes d'emprise dans différentes dimensions de l'existence (la famille, le soin, le travail, l'économie souterraine...) et sur différents terrains (le Hainaut belge, la Seine-Saint-Denis, Marseille). En donnant la parole à des personnes qui longtemps se sont tues, elle analyse également la diversité des parcours de déprise.

(2) Philippe Bourgois (2001, 371) fait ces observations dans les maisons de crack de East-Harlem.

(3) La banalité du mal procède aussi des routines par lesquelles les autorités (bailleurs, acteurs de la réhabilitation de l'espace ou des logements, mairie, préfecture, services publics, etc.) peuvent mettre en suspens leurs convictions morales et renoncer à tout engagement personnel dans l'exercice de leurs missions.

Bibliographie

Arendt, H. (2002/1966). *Eichmann à Jérusalem. Rapport sur la banalité du mal*. Gallimard, coll. « Folio Histoire ».

Ben Lakhdar, C. (2011). Le deal de drogues, un revenu complémentaire très risqué. Dans C. Dupont (dir.), *L'Intervention sociale à l'épreuve des trafics de drogues*. Groupe addap13, 28-34.

Bouhnik, P. (2007). *Toxicos. Le goût et la peine*. La Découverte.

Bourdieu, P. (1993). Effet de lieu. In *La misère du monde*. Seuil, 249-262.

- Bourgois, P. (2001). *En quête de respect. Le crack à New York*. Seuil.
- Deroff, M.-L., & Potin, E. (2013). Violences conjugales dans l'espace familial : que fait-on des enfants ? pratiques professionnelles au croisement des champs de la protection de l'enfance et des violences conjugales. *Enfances, Familles, Générations*, n° 18, 120-137.
- Jamoulle, P. (2005). L'école de la rue. *La matière et l'esprit*, n°2, 19-36.
- Jamoulle, P. (2021). *Je n'existais plus. Les mondes de l'emprise et de la déprise*. La Découverte.
- Jamoulle, P., & Roche, P. (2012). *Engagement des jeunes dans le trafic. Quelle prévention ?* Céreq. https://pmb.cereq.fr/doc_num.php?explnum_id=881
- Monod, J., & Kokoreff, M. (2008). Des Barjots aux bandes des cités. Discussion. *Revue Esprit*, n°2, 39-54.
- Poloni, B. (1998). L'individu au cœur de la résistance. In G. Krebs, & G. Schneilin (dir.), *Exil et résistance au national-socialisme (1933-1945)*. Presses Sorbonne Nouvelle.
- Roche, P. (dir.) (2004). *La proximité à l'épreuve de l'économie de la débrouille*. Groupe addap13.
- Sauvadet, T. (2006). *Le capital guerrier. Concurrences et solidarité entre jeunes de cité*. Armand Colin.
- Williams, T. (1990). *Cocaïne Kids. Un ethnologue chez les adolescents*. Gallimard.